



ASIA PACIFIC
FOUNDATION
OF CANADA

FONDATION
ASIE PACIFIQUE
DU CANADA

Choix stratégiques pour les moyennes puissances face à la concurrence entre les États-Unis et la Chine

Évaluer les contraintes et les occasions pour les
États secondaires exposés à la concurrence entre
les États-Unis et la Chine

Choix stratégiques pour les moyennes puissances face à la concurrence entre les États-Unis et la Chine

Évaluer les contraintes et les occasions pour les États secondaires exposés à la concurrence entre les États-Unis et la Chine

La question de savoir comment les moyennes puissances doivent se positionner entre les États-Unis et la Chine est devenue l'un des principaux imbroglios stratégiques de l'époque actuelle. Les dirigeants d'Ottawa, de Canberra, de Tokyo, de Séoul et des capitales européennes subissent des pressions constantes pour choisir un camp, alors que l'opinion publique et leurs communautés d'affaires préfèrent souvent le maintien de l'engagement avec les deux grandes puissances. Dans certains cas, le ton et la nature transactionnelle de la diplomatie américaine sous Trump, y compris les menaces d'annexion du Groenland, les tarifs douaniers sur les alliés d'Ottawa à Tokyo, et les revers diplomatiques comme les commentaires sur le Canada et son adhésion forcée aux États-Unis à titre de 51^e État ont poussé certains alliés traditionnels de Washington à essayer d'instaurer une distance entre eux et l'imprévisibilité de Donald Trump. L'hypothèse qui sous-tend une grande partie des commentaires récents, à savoir qu'un ordre multipolaire offre aux moyennes puissances une plus grande marge de manœuvre, mérite d'être examinée attentivement à la lumière des réalités structurelles de la concurrence contemporaine entre les grandes puissances.

Que nous apprend l'analyse des commentaires des experts occidentaux et chinois sur le contexte stratégique auquel sont confrontées les moyennes puissances, notamment les contraintes qui pèsent sur leurs stratégies de couverture, la nature du comportement de la Chine en matière de politique étrangère et les conséquences pour la gestion des alliances? Comment cette analyse peut-elle contribuer à clarifier les compromis que les décideurs politiques doivent trouver?

Contraintes structurelles : bipolarité ou multipolarité?

Le débat sur la structure du système international détermine la manière dont les moyennes puissances comprennent leurs options. L'universitaire américaine Jennifer Lind [a fait valoir](#) que le système actuel est effectivement bipolaire, et que seuls les États-Unis et la Chine possèdent les capacités globales — militaires, économiques et technologiques — qui définissent le statut de grande puissance. Selon son analyse, les autres États, même s'ils sont influents, restent structurellement subordonnés et ne peuvent pas influencer de manière indépendante les résultats systémiques. Si cette caractérisation est exacte, il existe des limites inhérentes à la couverture des moyennes puissances. Les États peuvent diversifier leurs partenariats économiques, mais la sécurité dépend en définitive de choix d'alignement qui ne peuvent être indéfiniment différés.

Emma Ashford, une autre experte basée aux États-Unis, offre un [point de vue opposé](#), indiquant que l'ère post-unipolaire est caractérisée par la fragmentation plutôt que par une bipolarité « propre » entre les États-Unis et la Chine, et que les États-Unis peuvent bénéficier d'accords de partage du fardeau et de coalitions souples. Elle prévient toutefois que l'unilatéralisme américain, en particulier le recours aux droits de douane et à la coercition économique contre les alliés, risque de pousser les partenaires vers des solutions de remplacement et que ce mouvement d'éloignement des États-Unis rend plus crédibles la communication chinoise sur le déclin américain. La tension entre ces deux perspectives occidentales illustre un défi fondamental : les puissances moyennes doivent tenir compte non seulement de la répartition de leurs avantages comparatifs en tant qu'État, comme les capacités militaires, mais aussi de la fiabilité des partenaires potentiels.

Les experts chinois se penchent sur des questions semblables, mais dans une optique différente. Yan Xuetong, l'un des théoriciens chinois les plus influents en matière de relations internationales, a développé ce qu'il appelle le « [réalisme moral](#) », qui met l'accent sur le rôle de la qualité du leadership politique dans la détermination du pouvoir de l'État et des résultats internationaux. Dans son livre de 2023, *Ancient Chinese Thought, Modern Chinese Power*, il affirme que l'« autorité humaine » (王道) produit un leadership international plus durable que l'« autorité hégémonique » (霸道). En conséquence, les puissances montantes comme la Chine peuvent parvenir à un leadership légitime par le biais d'une gestion éthique de l'État plutôt que par la coercition, ce qui contraste implicitement avec ce que Yan Xuetong qualifie de comportement hégémonique de la part des États-Unis.

En étendant cette analyse aux questions politiques contemporaines, en 2020, Yan Xuetong, professeur émérite et doyen de l'Institut des relations internationales de l'université Tsinghua à Beijing, a affirmé que la [bipolarité entre Washington et Beijing](#) était la réalité structurelle émergente et que la Chine devait s'y préparer en construisant de véritables alliances plutôt qu'en s'appuyant uniquement sur des partenariats économiques. Cette recommandation renferme une reconnaissance implicite d'une faiblesse de la politique étrangère chinoise : Beijing a peu d'alliés officiels par rapport au vaste réseau d'alliances de Washington, une lacune que Yan Xuetong attribue en partie à la réticence historique de la Chine à accepter les obligations réciproques qu'entraînent les alliances.

« Les États peuvent diversifier leurs partenariats économiques, mais la sécurité dépend finalement de choix d'alignement qui ne sauraient être reportés indéfiniment. »

Doctrine de politique étrangère de la Chine

Pour comprendre la politique étrangère chinoise, il faut s'intéresser aux principales sources qui expriment les positions officielles de Beijing. Le livre blanc de 2019, [China and the World in the New Era](#) (新时代的中国与世界), renferme une déclaration complète des principes de la politique étrangère de la Chine. Le document affirme que la Chine « ne poursuivra jamais son développement aux dépens des intérêts des autres », « ne cherchera jamais l'hégémonie, l'expansion ou une sphère d'influence » et demeure attachée à une « coopération mutuellement bénéfique ». Il souligne le rôle de la Chine en tant que défenseure de l'ordre international et caractérise le développement chinois comme une occasion plutôt qu'une menace pour les autres États.

Le [rapport de Xi Jinping présenté au 19^e congrès national](#) du Parti communiste chinois en 2017 a développé ces thèmes. Xi Jinping a déclaré que la Chine « continuera à porter haut la bannière de la paix, du développement, de la coopération et du bénéfice mutuel » et qu'elle poursuivra « un nouveau type de relations internationales caractérisées par le respect mutuel, l'équité, la justice et la coopération gagnant-gagnant. » Ce discours rejette les ambitions hégémoniques en soulignant que « quelle que soit la phase de développement qu'elle atteindra, la Chine ne cherchera jamais l'hégémonie ni ne s'engagera dans l'expansion. »

Dans un livre blanc de 2023, [A Global Community of Shared Future: China's Proposals and Actions](#) (携手构建人类命运共同体：中国的倡议与行动), la Chine a poursuivi le développement de ce cadre. Le document présente le concept de « communauté d'avenir partagé » comme la contribution de la Chine à la théorie de la gouvernance mondiale et l'oppose à ce que le document décrit comme « l'hégémonisme, la politique de puissance et la confrontation des blocs ». L'accent mis sur le développement partagé et le rejet de la concurrence à somme nulle indiquent comment Beijing préfère définir son rôle à l'échelle internationale.

Ces déclarations officielles expriment une vision de la politique étrangère chinoise fondamentalement bienveillante et coopérative. Les moyennes puissances qui cherchent à s'engager avec la Chine considèrent ce discours comme la face publique de la diplomatie chinoise, qui offre de véritables motifs de partenariat dans des domaines d'intérêt mutuel.

Point de vue des universitaires chinois sur les moyennes puissances et le « pouvoir discursif » de la Chine

Les universitaires chinois apportent un éclairage supplémentaire sur la pensée stratégique de Beijing. Le concept de « [pouvoir discursif](#) » (话语权) est devenu un élément central dans la manière dont les universitaires chinois considèrent la concurrence internationale. Dans un article publié en 2020 dans *Waijiao Pinglun* [revue des affaires étrangères], la professeure [Sun Jisheng se penche](#) sur les efforts de la Chine pour remodeler son discours sur la gouvernance mondiale. Mme Sun a fait valoir que la Chine est confrontée à un « déficit discursif » au sein des institutions internationales, où les concepts et les cadres occidentaux prédominent, et a

« L'accent mis sur le développement partagé et le rejet de la concurrence à somme nulle montre comment Beijing préfère se présenter sur la scène internationale. »

appelé son pays à mettre au point ses propres contributions théoriques à la gouvernance mondiale. Son analyse représente une conviction largement partagée chez les universitaires chinois selon laquelle la légitimité internationale ne dépend pas seulement des capacités matérielles, mais aussi de l'aptitude à façonner les modalités conceptuelles par lesquelles les affaires internationales sont comprises.

Dans son article de 2017, *Creative Involvement: The Evolution of China's Global Role* (创造性介入：中国外交新取向), Wang Jisi, professeur chinois et spécialiste des relations internationales, a affirmé que la Chine devrait aller au-delà de la diplomatie réactive pour contribuer activement aux normes et institutions internationales. Si le cadre de Wang Jisi met l'accent sur un engagement constructif plutôt que sur la confrontation, il traduit néanmoins l'ambition de remodeler l'ordre international pour mieux correspondre aux intérêts et aux valeurs de la Chine.

L'accent mis sur le pouvoir discursif a des conséquences sur la manière dont Beijing aborde les moyennes puissances. Le discours de Xi Jinping en juin 2021 prononcé lors de la séance d'étude du Politburo sur le renforcement de la capacité de communication internationale a souligné l'importance de « bien raconter l'histoire de la Chine » (讲好中国故事) et de construire un « système discursif » (话语体系) qui décrit bien les points de vue chinois. Le discours a appelé à renforcer la « voix internationale » de la Chine (国际话语权) et à améliorer la capacité du pays à façonner les discours mondiaux. Pour les moyennes puissances, cela signifie que l'engagement avec la Chine oblige à ne plus avoir recours aux cadres concurrents pour comprendre la légitimité internationale.

« L'importance accordée au pouvoir discursif influence la manière dont Beijing aborde les puissances moyennes. »

Un historique de coercition : preuves empiriques

Face à ces déclarations officielles et à ces cadres universitaires, les preuves du comportement coercitif de la Chine entachent son discours de partenariat bienveillant. Un rapport de l'Institut australien de politique stratégique de 2020 a documenté 152 cas de coercition exercée par le gouvernement chinois sur 27 pays et l'Union européenne entre 2010 et 2020. Le rapport a relevé une nette accélération après 2018, avec des méthodes comme les restrictions commerciales, les obstacles à l'investissement, les interdictions de tourisme, les détentions arbitraires, les menaces émises par l'État et les replis par rapport à l'engagement officiel.

Les auteurs du rapport définissent la coercition comme un comportement d'un État visant à contraindre un autre État à modifier ses politiques par des sanctions ou la menace de sanctions, en la distinguant de la pression diplomatique ou de la concurrence économique normale. La portée géographique (Europe, Amérique du Nord, Asie-Pacifique et autres régions) et l'éventail des éléments déclencheurs (conflits territoriaux, déclarations sur les droits humains, enquêtes sur la pandémie) révèlent un comportement systématique plutôt qu'isolé.

Un cas australien est devenu représentatif de ce type de comportement coercitif. Suite à l'appel de Canberra en avril 2020 pour une enquête indépendante sur les origines de la COVID-19, la Chine

a imposé des restrictions sur l'orge (droits de douane allant jusqu'à 80,5 %), le vin (jusqu'à 218 %), le bœuf (suspensions liées à des abattoirs spécifiques), le charbon (interdictions informelles d'importation) et d'autres produits australiens. Les déclarations officielles chinoises ont nié toute intention punitive, attribuant les mesures à des enquêtes antidumping, à des préoccupations en matière de biosécurité et à des problèmes de qualité. Cependant, l'intensification des mesures à la suite du conflit politique, et leur assouplissement lors de l'amélioration des relations sous le gouvernement d'Anthony Albanese, ont rendu le lien difficile à écarter.

L'expérience du Canada a révélé un instrument coercitif différent. À la suite de l'arrestation en décembre 2018 de la dirigeante de Huawei, Meng Wanzhou, à la suite d'une demande d'extradition des États-Unis, les autorités chinoises ont placé en détention les citoyens canadiens Michael Kovrig et Michael Spavor. Les deux hommes ont été détenus pendant plus de 1 000 jours et accusés d'espionnage lors d'un procès à huis clos. Leur libération en septembre 2021 est intervenue dans les heures qui ont suivi le départ de Mme Meng du Canada à la suite du règlement de son affaire, bien que la Chine ait officiellement nié l'existence d'un quelconque lien. Cet épisode illustre le fait que les procédures juridiques en vigueur dans les territoires à pouvoir intermédiaire pouvaient donner lieu à une détention arbitraire, la libération dépendant des dénouements politiques dans les faits.

Débats et contraintes internes en Chine

Il convient de noter que les débats universitaires chinois ne sont pas monolithiques et que certains universitaires ont reconnu l'existence de tensions dans la politique étrangère chinoise. En 2014, Yan Xuetong de l'université de Tsinghua a analysé l'évolution de la politique étrangère chinoise sous Xi Jinping, qui s'éloigne du discours de Deng Xiaoping selon lequel il faut « dissimuler les capacités et attendre le bon moment » (韬光养晦). M. Yan a fait valoir que la puissance croissante de la Chine rendait l'approche précédente insoutenable, tout en reconnaissant qu'une position plus affirmée risquait de provoquer la formation de coalitions de compensation. Son analyse reconnaît implicitement que l'affirmation de la Chine, quelles que soient ses justifications, comporte des coûts stratégiques.

« Il convient de noter que les discussions académiques chinoises ne sont pas monolithiques... »

Shi Yin hong, professeur de relations internationales à l'université Renmin de Chine, a été plus explicite en mettant en garde contre une surexpansion stratégique. Il affirme que « les défis à l'intérieur de la Chine constituent des tâches vraiment plus urgentes que les efforts stratégiques à l'étranger, l'expansion de son pouvoir et ses acquisitions glorieuses en Asie et même dans le monde ». Bien que les opinions de Shi Yin hong ne représentent pas la politique officielle, sa prééminence dans les cercles universitaires chinois révèle que les débats internes sur l'approche de la politique étrangère sont plus diversifiés que les déclarations officielles pourraient le faire croire.

La question de savoir si le comportement coercitif de la Chine est le fruit d'une stratégie délibérée ou s'il résulte de pressions politiques internes demeure controversée. Le sentiment nationaliste, amplifié par les médias sociaux et le discours officiel, peut limiter la souplesse des dirigeants dans la gestion des différends. L'accent mis sur les « intérêts fondamentaux » (核心利益) et la « dignité

nationale » accroît le coût politique interne de l'accommodement, poussant potentiellement la politique à la confrontation, même lorsque la logique stratégique pourrait conseiller la retenue.

Volatilité de l'Amérique et crédibilité de ses alliances

Toute évaluation équilibrée de la politique étrangère du Canada doit reconnaître que la volatilité de la politique étrangère des États-Unis crée de véritables problèmes à leurs alliés. L'approche de l'administration Trump à l'égard des alliances, caractérisée par des demandes de répartition accrue des dépenses militaires par l'imposition de hausse des droits de douane sur les exportations des alliés vers les États-Unis, y compris l'acier et l'aluminium, le retrait du partenariat transpacifique au cours du premier mandat de Trump, et le scepticisme exprimé publiquement sur la valeur de l'OTAN, a généré une incertitude considérable sur la fiabilité des États-Unis. Les capitales alliées ont consacré beaucoup d'efforts diplomatiques dans la gestion de Washington plutôt que dans la coordination face à des défis communs.

La gestion plus conventionnelle de l'alliance par l'administration Biden a rassuré les partenaires, mais sans dissiper totalement les inquiétudes. Le retrait chaotique des États-Unis d'Afghanistan en août 2021 a soulevé des questions sur la capacité des États-Unis à rester sur place, tandis que la polarisation politique intérieure a laissé supposer que la continuité de la politique étrangère ne pouvait pas être assurée d'une administration à l'autre. Le retour des politiques de hausse des droits de douane et le scepticisme à l'égard du deuxième mandat de Trump ont rendu ces préoccupations encore plus aiguës.

Ashley Tellis, du Bureau national d'études sur l'Asie aux États-Unis, a analysé cette dynamique dans le contexte des relations entre les États-Unis et l'Inde. Dans un article paru en 2023, M. Tellis affirme que Washington a investi massivement dans le renforcement des capacités indiennes dans le cadre d'une stratégie d'équilibre avec la Chine, mais que l'engagement de l'Inde en faveur de l'autonomie stratégique limite la mesure dans laquelle elle s'alignera sur les priorités américaines. Son analyse révèle que même de grands investissements américains dans les capacités des partenaires ne garantissent pas l'alignement lorsque les partenaires perçoivent des intérêts divergents.

Pour les moyennes puissances qui dépendent des garanties de sécurité américaines, le dilemme est grand. Les difficultés rencontrées par les États européens pour reconstituer leurs stocks de munitions à la suite du soutien apporté à l'Ukraine ont illustré l'écart entre les aspirations à l'autonomie stratégique et les capacités réelles. Les dépenses de défense collective de l'UE, bien qu'en augmentation, demeurent insuffisantes pour assurer la défense territoriale sans une augmentation de la contribution américaine. Le Japon, l'Australie et la Corée du Sud sont confrontés à des dépendances similaires. La dissuasion étendue, l'échange de renseignements et la coopération industrielle en matière de défense des États-Unis ne peuvent pas être reproduits rapidement dans le cadre de solutions de remplacement.

L'exemple de la Lituanie : coercition et réponse collective

L'expérience de la Lituanie illustre à la fois les risques liés à la coercition chinoise et le potentiel de contre-mesures collectives. En novembre 2021, la Lituanie a autorisé Taïwan à ouvrir un bureau de représentation en utilisant le nom « Taïwan » plutôt que l'habituel « Taipei », une rupture symbolique avec les formulations que la plupart des États emploient pour éviter les objections de Beijing. La Chine a réagi en réduisant ses relations diplomatiques, en interrompant le commerce direct et, surtout, en faisant pression sur les sociétés multinationales pour qu'elles excluent les composants lituaniens de leurs chaînes d'approvisionnement sous peine de perdre l'accès au marché chinois.

La dimension extraterritoriale de la pression s'est avérée particulièrement élevée. En ciblant les chaînes d'approvisionnement plutôt que le simple commerce bilatéral, Beijing a démontré sa capacité à imposer des coûts aux petits États, même lorsque les volumes d'échanges directs étaient modestes. Cette approche menaçait d'isoler la Lituanie des réseaux de fabricants européens, amplifiant la sanction au-delà de ce que les liens économiques bilatéraux seuls auraient permis.

La réponse de l'UE, bien qu'imparfaite, a démontré le potentiel d'une mesure collective. La Commission européenne a déposé une plainte auprès de l'Organisation mondiale du commerce contre la Chine en janvier 2022 et a accéléré l'élaboration d'un Instrument de lutte contre la coercition, qui est entré en vigueur en décembre 2023. Cet instrument prévoit des contre-mesures collectives de l'UE à l'encontre des pays tiers qui recourent à la coercition économique contre les États membres. Si l'efficacité de cet outil doit encore être vérifiée dans la pratique, son existence augmente le coût de cibler des États individuels pour Beijing.

Le cas de la Lituanie offre plusieurs enseignements. Les petits et moyens États agissant seuls sont confrontés à de graves asymétries lorsqu'ils doivent faire face à la pression économique des grandes puissances. Les cadres collectifs peuvent atténuer ces asymétries en regroupant le pouvoir de marché et en répartissant les coûts. La volonté d'élaborer de tels cadres dépend toutefois d'une solidarité politique qui ne peut être présumée et qu'une coercition ciblée peut précisément viser à briser.

« En ciblant les chaînes d'approvisionnement plutôt que le commerce bilatéral seulement, Beijing a démontré sa capacité à imposer des coûts aux petits États, même lorsque les volumes commerciaux directs étaient modestes. »

Opérations d'influence et résilience démocratique

Au-delà de la coercition économique, les moyennes puissances sont confrontées à des opérations d'influence qui exploitent l'ouverture des sociétés démocratiques. La distinction entre diplomatie légitime et ingérence illégitime n'est pas toujours évidente, mais les cas documentés mettent au jour des efforts systématiques visant à façonner l'environnement politique de manière à servir les intérêts de l'État chinois.

Le rapport de 2020 de l'Institut australien de politique stratégique, *The Party Speaks for You*, a examiné les activités du service United Front Work. Le système United Front, organe du Parti communiste chinois (PCC) datant de la période révolutionnaire, coordonne l'engagement avec les groupes non partisans tant à l'échelle nationale qu'internationale. Le rapport montre comment les organisations liées au service opèrent dans les sociétés démocratiques pour mobiliser les communautés de la diaspora autour des positions approuvées par le PCC, surveiller et marginaliser les voix dissidentes et cultiver des relations avec les élites politiques et économiques locales. Il a également souligné que de nombreux participants aux activités liées à United Front peuvent ne pas être conscients de ces liens et que l'engagement légitime de la diaspora peut être mêlé aux efforts d'influence de l'État-parti.

Le rapport annuel de 2020 de l'Organisation australienne du renseignement de sécurité présenté au Parlement a averti que « l'ingérence étrangère en Australie continue de poser un risque important pour [sa] souveraineté, [ses] institutions nationales et les droits de [ses] citoyens ». Bien que le rapport ne cite pas de pays en particulier, les menaces qu'il décrit correspondent aux préoccupations relatives aux activités de la Chine qui ont conduit à la promulgation de la législation australienne de 2018 sur l'ingérence étrangère. Le Service canadien du renseignement de sécurité a émis des avertissements semblables, et l'Enquête publique sur l'ingérence étrangère dans les processus électoraux, en cours, a examiné les allégations de tentatives du gouvernement chinois d'influencer les élections fédérales.

Ces préoccupations doivent être mesurées avec soin. D'une part, exagérer l'ampleur de l'ingérence risque de stigmatiser les communautés de la diaspora et de décourager l'engagement culturel et politique légitime. D'autre part, le fait de sous-estimer ce phénomène rend les institutions démocratiques vulnérables à la manipulation. Les puissances moyennes doivent élaborer des cadres qui protègent l'intégrité politique sans sacrifier l'ouverture, un équilibre qui nécessite des ajustements permanents en fonction de l'évolution des stratégies.

Un cadre politique pour un « engagement renforcé »

L'analyse ci-dessus révèle que les moyennes puissances disposent d'une marge de manœuvre moins importante que ce que laissent généralement entendre les discours optimistes de la multipolarité. Ni l'alignement total avec les États-Unis ni la position équilibrée entre Washington et Beijing ne semblent être des stratégies viables à long terme. Dans le premier cas, on risque une dépendance excessive à l'égard d'un partenaire imprévisible et on se prive d'occasions économiques; dans le second, on risque de sous-estimer les contraintes que le comportement coercitif de la Chine fait peser sur une véritable neutralité.

Une approche plus prometteuse pourrait être appelée « engagement renforcé ». En bref, cela signifie qu'il faut maintenir des relations économiques et diplomatiques avec la Chine lorsque les intérêts sont alignés, tout en renforçant la résistance à la coercition et en approfondissant la coopération en matière de sécurité avec des partenaires partageant les mêmes idées. Ce cadre accepte l'interdépendance comme une réalité, mais refuse que celle-ci devienne une vulnérabilité qui limite la prise de décision souveraine.

Cette approche donne lieu à plusieurs orientations politiques concrètes. La première option consiste à réduire les dépendances économiques ponctuelles. Cela ne nécessite pas une rupture complète avec la Chine, qui imposerait des coûts énormes et s'avérerait probablement insoutenable sur le plan politique. Il faut cependant déterminer les secteurs où la concentration rend vulnérable à la coercition, comme les minéraux critiques, les intrants pharmaceutiques et les composants technologiques clés, et rechercher délibérément des fournisseurs de remplacement. L'objectif est la redondance plutôt que la rupture, et le maintien des relations commerciales avec la Chine tout en veillant à ce qu'aucun partenaire commercial ne puisse imposer des coûts prohibitifs par le biais d'une interruption des échanges.

La deuxième option consiste à développer une capacité collective de contre-coercition. L'instrument de lutte contre la coercition de l'UE constitue un modèle, mais des cadres similaires pourraient être élaborés au sein d'autres groupements, comme les partenaires du Dialogue quadrilatéral pour la sécurité (Australie, Inde, Japon et États-Unis, qui pourraient contrer la coercition chinoise), les membres du G7 ou des coalitions spéciales réagissant à des incidents spécifiques. Le principe est que la réponse collective augmente les coûts de la coercition en garantissant que les cibles ne sont pas isolées. L'efficacité dépend d'un engagement crédible : les partenaires doivent montrer qu'ils sont prêts à payer le prix de la solidarité, même s'ils ne sont pas directement visés.

La troisième option consiste à protéger les institutions démocratiques contre les opérations d'influence étrangère tout en préservant l'ouverture. Les exigences en matière d'enregistrement des agents étrangers, les règles de transparence pour les dons politiques et le filtrage des investissements dans les secteurs sensibles peuvent constituer des obstacles à la manipulation sans empêcher un engagement légitime. La difficulté réside dans l'échelle : les mesures prises doivent être suffisantes pour dissuader les ingérences, mais pas étendues au point d'entraver les activités diplomatiques, commerciales ou culturelles normales.

La quatrième option consiste à renforcer les contributions des alliances afin de réduire la vulnérabilité à la volatilité des États-Unis. Les moyennes puissances qui souhaitent réduire leur dépendance à l'égard des caprices américains sont mieux servies en augmentant leur utilité qu'en s'éloignant de leurs engagements. Les alliés qui fournissent des capacités déployables, partagent le fardeau en matière de renseignement, hébergent des infrastructures cruciales et coordonnent leurs normes technologiques sont plus difficiles à abandonner, même pour les administrations américaines promptes à réagir. L'objectif n'est pas la dépendance abjecte, mais l'effet de levier par l'indispensabilité.

« L'objectif est la redondance plutôt que la rupture, en maintenant des relations commerciales avec la Chine tout en veillant à ce qu'aucun partenaire unique ne puisse imposer des coûts prohibitifs par interruption des échanges. »

Prendre au sérieux les points de vue chinois

L'engagement renforcé exige également un sérieux intellectuel quant aux points de vue de la Chine, même en cas de désaccord. Le cadre du réalisme moral de Yan Xuetong, quelles que soient ses limites, exprime une optique chinoise authentique sur le leadership international légitime. Le concept de « communauté d'avenir partagé », même s'il est déployé de manière concrète, est le fruit du mécontentement de la Chine à l'égard d'un ordre international que Beijing perçoit comme légitimant les priorités de l'Occident. L'engagement dans ces cadres, plutôt que leur rejet, offre de meilleures perspectives pour cerner les domaines d'intérêt commun réels et pour gérer les domaines de désaccord réels.

Cela ne signifie pas qu'il faille accepter sans réserve les positions chinoises. Il faut reconnaître le décalage entre la rhétorique officielle mettant l'accent sur la coopération gagnant-gagnant et les modèles empiriques d'exigences en matière de comportement coercitif. Les moyennes puissances peuvent s'ouvrir aux points de vue chinois tout en maintenant une évaluation lucide des mesures prises par la Chine. Il ne s'agit ni d'une confiance naïve ni d'une hostilité réfléchie, mais d'un engagement mesuré qui prend au sérieux à la fois les paroles et les actes.

De même, les inquiétudes de la Chine concernant le comportement des États-Unis ne sont pas totalement infondées. Les réseaux d'alliances des États-Unis limitent effectivement la liberté d'action de la Chine; la promotion de la démocratie par les États-Unis crée des pressions sur les systèmes à parti unique; la centralité financière des États-Unis permet d'appliquer des sanctions que la Chine ressent comme une menace. Reconnaître la légitimité de certaines préoccupations chinoises, tout en rejetant l'idée que ces préoccupations justifient la coercition ou l'ingérence, peut offrir un terrain propice à la gestion de la concurrence.

« Un engagement renforcé exige aussi une rigueur intellectuelle envers les perspectives chinoises, même en cas de désaccord. »

Conclusion : faire face à la situation sans illusions

Les moyennes puissances confrontées à la concurrence entre les États-Unis et la Chine sont confrontées à des dilemmes difficiles à résoudre. Le discours officiel chinois sur le développement pacifique et les avantages mutuels énonce des principes que les moyennes puissances peuvent avaliser, et de vastes champs de coopération économique et diplomatique demeurent ouverts. Pourtant, les modèles empiriques de comportement coercitif (sanctions de nature commerciale, détention arbitraire, pression économique extraterritoriale) imposent des coûts réels aux États qui franchissent les lignes rouges de Beijing, ce qui laisse entendre que le partenariat est conditionné par une déférence politique que les moyennes puissances peuvent juger incompatible avec leurs intérêts et leurs valeurs.

Le partenariat avec les États-Unis offre des avantages en matière de sécurité que les moyennes puissances ne peuvent reproduire de manière indépendante, mais la volatilité de leur politique étrangère est une source d'incertitude légitime quant à la fiabilité à long terme de Washington. Le défi n'est pas de choisir le partenaire le moins problématique, mais d'élaborer des politiques qui optimisent les avantages et minimisent les vulnérabilités dans les relations avec ces deux grandes puissances.

La réalité structurelle est que les puissances moyennes ne peuvent pas concevoir le système dans lequel elles vivent. Elles peuvent manœuvrer dans ce cadre, en renforçant leur capacité de résistance, en se diversifiant si possible et en approfondissant la coopération avec les États qui partagent leurs intérêts. Elles ne peuvent toutefois pas se soustraire aux contraintes imposées par la concurrence entre grandes puissances ou supposer que Washington ou Beijing subordonnera ses intérêts à ceux des moyennes puissances. Un engagement renforcé, qui tient compte des limites des deux partenaires, qui prend au sérieux la résilience et qui s'engage dans une mesure collective, constitue la base la plus fiable de la stratégie d'une puissance moyenne dans les années à venir.

À PROPOS DE L'AUTEUR

Stephen R. Nagy est professeur de politique et d'études internationales à l'Université chrétienne internationale au Japon. Il est aussi chercheur principal et responsable du projet Chine à l'Institut Macdonald-Laurier, et chercheur principal à la Fondation Asie-Pacifique du Canada. Les titres de ses prochains ouvrages sont les suivants : *Japan as a Middle Power State: Navigating Ideological and Systemic Divides and Get Over It* et *Move On: How to Run a Global Business in the Emerging World Order*.

